

## Mario Monti parle d'Europe aux jeunes Français

*La Croix, 13 novembre 2012*

**Devant les étudiants de l'Institut d'études politiques de Paris, la députée européenne, Sylvie Goulard, et le président du Conseil italien, Mario Monti, ont présenté lundi 12 novembre leur nouveau livre commun «De la démocratie en Europe».**

Elle est Française. Il est Italien. Elle est une élue. Il ne l'est pas. Elle siège au Parlement européen. Lui, comme président du Conseil italien, au Conseil européen. Mais, comme en Europe en général, ce qui différencie compte moins que ce qui rassemble. Sylvie Goulard et Mario Monti sont deux personnalités cultivées, polyglottes, plutôt centristes, de culture chrétienne, investies de longue date dans la construction européenne, qui se qualifient sans gêne de «germaniques» et dont le propos comme le parcours se situe à mi-chemin entre le politique et le «technique».

À l'instar de leur livre commun, «De la démocratie en Europe» (éditions Flamarrion), à paraître mercredi 14 novembre et qu'ils sont venus présenter, comme une avant-première, à Sciences-Po Paris. Rempli d'étudiants, dont nombre d'Italiens, le grand amphithéâtre Émile Boutmy accueillait aussi, aux premiers rangs, d'éminents auditeurs. Parmi lesquels Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, l'historien Jean Noël Jeanneney, la représentante de la Commission européenne à Paris, la Belge Anne Houtman. Ou encore Georges Berthoin, ancien collaborateur de Jean Monnet.

Devant cet auditoire attentif acquis à leur cause, et sous la modération – et l'admiration – de l'ancien ministre Jean-Louis Bianco, les deux auteurs ne se sont pas livrés à un débat, moins encore à un duel, mais plutôt à un échange à deux voix, à l'exemple de leur livre écrit «à quatre mains». Ils furent d'un commerce agréable, si l'on voulait s'exprimer à la façon de leur ouvrage de référence duquel le leur s'inspire dès le titre: De la démocratie en Amérique, d'Alexis de Tocqueville.

### Apologie du marché unique

De la démocratie, il en fut bien sûr largement question. De la façon de faire émerger un «peuple européen» autrement que sur une base identitaire quasi-tribale, comme l'a expliqué Sylvie Goulard. De la nécessité d'agir, malgré les échéances électorales, dans le temps long. «L'Europe vous protège des excès des classes politiques nationales», a lancé à cet égard Mario Monti, à l'adresse des «générations à venir», incarnées par les étudiants présents, que le président du Conseil italien a présenté comme les victimes du «court-termisme» politicien, source d'endettement et de chômage, notamment en Italie.

La crise actuelle remuant l'Europe, les deux auteurs ne pouvaient que se laisser entraîner sur le terrain économique, largement présent aussi dans leur livre. Avec un appel aux responsables politiques à régler les marchés financiers, sur lesquels

poursuivre leur vigilance. «Ceux qui sont tombés amoureux des marchés ont péché, je pense aux Anglo-Saxons», a déclaré Mario Monti, en référence à la fameuse phrase de Jacques Delors selon qui «on ne tombe pas amoureux d'un marché intérieur».

Ce marché unique européen, héritier du «Marché commun» – et qui n'a rien à voir avec les marchés financiers –, Mario Monti et Sylvie Goulard en ont fait, a contrario, l'apologie. L'élue européenne du MoDem n'a pas hésité à défendre le bienfait pour le consommateur européen de normes sanitaires communes sur la taille et la forme des concombres, normes le plus souvent citées à l'inverse en exemple d'insupportable ingérence technocratique européenne.

«Le problème aujourd'hui n'est pas de tomber amoureux du marché unique, c'est de le détester», a ainsi mis en garde Mario Monti, lui-même ancien commissaire européen à la concurrence, rappelant que le marché européen «n'empêche pas des politiques de redistribution».

### **Revoir le calcul d'un «déficit excessif»**

S'exprimant tout en nuances, par allusions implicites et humour pince-sans-rire, dans un français exquis, Mario Monti a avancé, sur le fond, plusieurs idées hardies, développées dans le livre. À commencer par celle, qui a fait tiquer Jean-Claude Trichet, de revoir le calcul du déficit budgétaire excessif, le fameux seuil de 3 % du PIB (Produit intérieur brut) à ne jamais dépasser. Pour le chef du gouvernement italien, il faudrait exclure de ce déficit «les dépenses d'investissement d'avenir». «Je suis convaincu de peu de chose, mais ceci est l'une d'entre elles», a-t-il appuyé, reconnaissant avoir «évolué» sur la question.

Autre idée-phare, déjà développée dans un rapport en 2010 sur le marché unique européen, la négociation d'un accord entre pays attachés à la libre concurrence et ceux attachés aux acquis sociaux, grosso modo entre Europe anglo-saxonne et Europe continentale, pour que la première accepte un début d'harmonisation fiscale et l'autre, davantage d'ouverture de ses marchés. Pour Mario Monti, ce grand compromis serait une «base acceptable aux opinions publiques» pour des avancées européennes.